

OUYAHIA ET L'AFFAIRE DU MINISTRE BENAGOUN :

«Il n'y a pas eu d'habilitation»

On en sait un peu plus du cas de l'ex-ministre du Tourisme et de l'Artisanat démis de ses fonctions 48 heures seulement après sa nomination, il y a une vingtaine de jours, puisque le secrétaire général du RND affirme qu'il «n'y a pas eu d'habilitation».

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Ahmed Ouyahia, qui animait, hier, une conférence de presse au lendemain de la tenue de la troisième session du conseil national du parti, a avoué que la nomination de l'ex-ministre Messaoud Benagoun n'a pas suivi le processus réglementaire puisque faite «sans enquête d'habilitation». Et de parler de «faillite de confiance», sans trop s'y appesantir malgré l'insistance des journalistes, diminuant, ceci dit, de ce cas dont l'Algérie ne fait pas l'exception et que cela «ne constituait pas la fin du monde». «L'exécutif aurait pu laisser la chose trois mois, mais certainement qu'on aurait crié au scandale une fois que l'on s'en serait rendu compte. L'Etat a fait son travail en 48 heures. Mais avec certains, ce sera toujours scandaleux», ironisera le patron du RND qui citera en exemple

le cas de ce ministre français qui a démissionné deux jours seulement après sa nomination pour des démêlés avec le fisc.

A propos du gouvernement que pilote Abdelmadjid Tebboune et dans lequel le RND a vu sa représentation réduite de cinq à trois postes ministériels, Ouyahia a affirmé que son parti «ne négocie pas une part de gâteau». «Le RND soutient le Président dans un cadre d'un contrat de soutien politique, que nous ayons quatre ou huit ministres, ce n'est pas du tout la culture du RND de négocier des postes», dira-t-il.

Sur un tout autre plan, le secrétaire général du RND a averti quant à la «nécessité» d'aller au plus vite dans des réformes douloureuses au risque, selon lui, de tomber à nouveau dans «les bras du FMI à l'horizon 2024-2025 et ce serait la tron-



Photo : New Press

Ahmed Ouyahia

çonneuse». «Si nous ne faisons pas des efforts nécessaires, nous risquons des années difficiles» car, expliquera-t-il, «nous tenons l'équilibre grâce aux réserves de change qui nous permettent de préserver la souveraineté de la décision économiques du pays. Mais cet équilibre va en s'amenuisant», avec le net recul des rentes pétrolières. «Le monde du pétrole a changé de siècle. Avec le schiste, l'Opep n'a quasiment aucune

influence sur le marché des hydrocarbures. L'Opep et non Opep, le pétrole fonctionnant avec le marché et la règle des prix dirigée relève d'une époque révolue» et les prix du pétrole ne remonteront pas à plus de 100 dollars avant 15 ou 20 ans.»

Et d'inviter, dans la foulée, à ce qu'il y ait des voix qui s'élèvent contre le «populisme et la démagogie qui paralyseront le pays». Une démagogie et un populisme dont Ouyahia

accuse certaines parties de l'opposition qu'il dit, par ailleurs, respecter. Car, pour lui, «le gouvernement ne peut pas être démagogue mais parfois pas assez courageux ou bloqué par des situations de craintes de dérapages». Entre autres de ces réformes douloureuses, voire «taboues», la privatisation d'entreprises publiques dont la situation financière se détériore en raison des problèmes liés au plan de charge et à la gestion, entre autres hôtels et minoteries, la réforme du système fiscal et la décentralisation de la prise de décision dans le domaine de l'investissement. Ouyahia réitérera son plaidoyer pour un meilleur ciblage des subventions sans remise en cause aucune de la politique sociale de l'Etat. Le secrétaire général du RND se prononcera également à propos du bras de fer opposant l'Entreprise du port de Béjaïa au groupe Cevital. «Je l'ai dit publiquement à Béjaïa, et ce n'est pas parce qu'on était à Béjaïa, nous considérons que la gestion de cette affaire par la direction du port de Béjaïa n'est pas la meilleure des gestions. Cela étant, le groupe Cevital est un grand groupe et qui a un grand dirigeant suffisamment capable de défendre ses intérêts», dira-t-il.

M. K.

TROIS TERRORISTES ET TROIS MEMBRES D'UN RÉSEAU DE SOUTIEN ARRÊTÉS DANS LA MATINÉE D'HIER

Daesh décapité à Constantine

Finallement, et à l'instar du groupe anéanti en Kabylie il y a près de trois années, la phalange Al-Ghoraba, qui prétendait, à partir de Constantine et sa région, au titre de porte-étendard de Daesh en Algérie, n'a eu qu'une existence éphémère en tant que filiale de l'organisation terroriste.

Ce qui ressemble au coup de grâce porté au groupe de Constantine a été annoncé hier par le ministère de la Défense nationale. Un communiqué mis en ligne a, en effet, fait état d'une opération menée dans la matinée d'hier conjointement par l'armée, la gendarmerie et la police. Une opération impliquant les trois corps des services de sécurité initiée grâce à «l'exploitation efficiente de renseignements», annonce le même communiqué avant de préciser que cette descente a eu lieu en la nouvelle ville Ali-Mendjeli à Constantine où des terroristes avaient élu domicile. Des terroristes apparemment identifiés avant que les éléments des forces combinées n'entrent en action.

En tous les cas, l'intervention de ces derniers s'est soldée par l'arrestation de trois terroristes et trois autres personnes présumées membres d'un réseau de soutien. Des terroristes qui cumulent une dizaine d'années chacun dans les groupes ayant écumé la région et identifiés comme étant M. Omar, connu sous le sobriquet d'El-Kaâkaâ, D. Abdellah, alias Hacen El-Assimi et A. Moadh. Trois terroristes sans doute parmi les derniers éléments ayant activé sous les ordres de Nouredine Laouira, alias Abou Hammam, l'émir de la phalange Al-Ghoraba, alliée à l'Etat islamique, abattu à la fin mars dernier à Constantine avant que, quelques jours plus tard, toujours à Constantine, des policiers ne mettent fin à la cavale de deux de ses lieutenants, un certain Haflaoui, que l'on donnait comme candidat en puissance à un potentiel attentat kamikaze, ayant été arrêté alors que son complice, un certain M. Youcef alias Zoubeir, a été abattu.

Une fin de cavale de tout un groupe de terroristes contre lequel une traque inlassable a été menée depuis l'été dernier, notamment après un ratissage de l'armée ayant abouti à la découverte d'un important lot de bombes de fabrication artisanale à Djebel-Ouahche.

Une opération de l'armée qui s'était prolongée jusqu'au massif de Beni-Oulbane, dans la wilaya de Skikda, non loin des lieux où Abou Doujana, Sadek Hebbache de son vrai nom, le bras droit de Laouira, a été abattu en octobre dernier lors d'une opération-éclair à Oued-Zehour, dans la wilaya de Skikda en octobre dernier, quelques semaines après le ratissage de Djebel-Ouahche. Tout comme le premier groupe ayant annoncé son allégeance à l'Etat islamique, celui de Constantine n'a finalement pas fait long feu même s'il a beaucoup fait parler à Constantine et sa région en allant vers les villes côtières de Skikda et Jijel.

M. Azedine

Hommage à Bachir-Chérif Hassen au siège de la Tribune

Afin d'honorer sa mémoire et lui rendre un dernier hommage, au siège de son journal pour lequel il a donné toute sa vie, la Tribune ouvre ses portes

Mercredi 14 juin 2017

Pour accueillir les anciens journalistes de la rédaction, les collègues de la profession ainsi que tous les amis, connaissances et toute personne désireuse de partager avec le collectif sa douleur et ses souvenirs avec le défunt Bachir-Chérif Hassen. Un registre de condoléances sera mis à la disposition des présents à l'entrée du journal. Une soirée conviviale offrant l'image d'une grande réunion de rédaction, comme les aimait tant Bachir-Chérif Hassen, est également prévue après le ffour.

La Tribune

LE DRIAN À ALGER POUR PRÉPARER LE DÉPLACEMENT DE MACRON

Les enjeux d'une visite

Outre les problèmes sécuritaires qui ont déjà fait l'objet d'une conversation téléphonique entre les Présidents Macron et Bouteflika qui concernent la lutte antiterroriste et la stabilité politique de la rive sud de la Méditerranée, il y a aussi la question des archives coloniales qui refait surface à chaque visite d'un Président français en Algérie.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, commence aujourd'hui une visite de deux jours à Alger. Elle intervient après l'annonce, par la présidence française, d'une visite d'Etat qu'effectuera prochainement en Algérie le Président Emmanuel Macron.

Une visite dont les contours ont été esquissés dans la conversation téléphonique qu'il a eue, mercredi dernier, avec son homologue algérien Abdelaziz Bouteflika où il était question des problèmes sécuritaires et de la stabilité politique de l'Afrique du Nord ainsi que du Sahel.

On en sait un peu plus, suite à la diffusion, hier, du communiqué du ministère algérien des Affaires étrangères annonçant la visite de Jean-Yves Le Drian : «Le ministre des Affaires étrangères, M. Abdelkader Messahel, fera avec son homologue français le point de l'avancement des nombreux chantiers et dossiers inhérents à la coopération bilatérale, comme ils procéderont à un examen approfondi des questions régionales et internationales d'intérêt commun, notamment la situation en Libye et au Mali, ainsi que celles ayant trait à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme».

Et, «les deux ministres, ajoute-t-on, évoqueront également les prochaines échéances bilatérales».



Photo : DR

Jean-Yves Le Drian.

Néanmoins, cette visite de Jean-Yves Le Drian, «la première d'un membre du gouvernement français depuis l'élection du Président Emmanuel Macron et qui, s'inscrit, selon les termes utilisés par le ministère algérien des Affaires étrangères, dans le cadre de la tradition de concertation régulière entre les deux pays liés par des relations fortes et diversifiées», devrait également porter sur les questions économiques et aussi de mémoire.

Comme à l'accoutumée. Même s'il n'y a pas de litige économique majeur. Les plus importants, ceux du secteur de l'énergie, impliquant les deux majors françaises, Total et Technip, ont été réglés récemment à l'amiable. Reste l'investissement que devrait engager le constructeur automobile Peugeot et qui meublerait éventuellement les discussions des officiels des deux pays, lors de cette visite de Le Drian pour débayer le terrain à une annonce par Macron. Sinon, c'est le passif colonial de la France qui risque de parasiter ces échéances bilatérales.

En effet, les questions de mémoire ne sont pas totalement soldées et la visite du Président français est tou-

jours un moment où ces questions refont surface. La déclaration du DG des Archives nationales, Abdelmadjid Chikhi, annonçant la reprise des négociations pour la restitution des archives détenues par la France en septembre prochain, en est la parfaite illustration. Les procédures réglementaires «lentes» aux yeux de Chikhi devront ainsi être discutées d'autant que c'est le changement des dirigeants à la tête de la France qui est à l'origine du gel de ces négociations en mars dernier.

Aussi, le dossier des crânes de résistants algériens pour lequel le ministère français des Affaires étrangères avait indiqué que «l'Algérie devait introduire une demande officielle», a fait l'objet d'une lettre ouverte au président de la République publiée, hier, dans les colonnes du quotidien El Watan, l'appelant à demander la restitution de ces crânes.

Une lettre signée par un «fils et petit-fils de chahid», Braham Senouci en l'occurrence, se disant représentant de 30 000 pétitionnaires qui réclament justement la restitution de ces crânes.

L. H.